



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 09/2018 – 1

OBJET : DECHETS MENAGERS ASSIMILES
**Instauration de la redevance spéciale pour les producteurs non ménagers
 de déchets ménagers assimilés**

L'An deux mille dix-huit et le vingt-cinq du mois de septembre (25.09.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 19 septembre 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Saint-Aignan, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
 M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
 M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
 M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
 M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
 Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
 Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
 Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
 M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
 Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
 M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
 Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
 M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert (jusqu'à la délibération n°2) - Mme GARRIGUES Maïté - M. CASSIGNOL Michel - Mme BAULU Maryse - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. CALVI Daniel - M. FONTANIE Pierre - M. GUILLAMAT Pierre - Mme CASTRO Marie - M. VALLES Gérard - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DELLAC Patrick - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M. PREVEDELLO Xavier (à partir de la délibération n°1)

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme ROBIN Nathalie
 Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)
 M. BENECH Robert (à partir de la délibération n°3)
 M. ANDRAL Maurice
 M. DUPUY Guy
 M. DESCAZEUX Robert
 M. GERARDIN Frédéric
 M. PREVEDELLO Xavier (jusqu'au procès-verbal)

a donné procuration à M. BESIERS Jean-Philippe
 a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine
 a donné procuration à M. LANNES Serge
 a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
 est remplacé par M. FEGNE J.P., conseiller suppléant
 est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
 a donné procuration à M. BRIOIS Dominique
 a donné procuration à Mme CAMPOURCY Véronique

ABSENTS EXCUSES :

Mme GAMBARA Corinne
 M. DESQUINES Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

M. ANGLES André
 M. GARRIGUES Jean-Claude
 M. LAFONT Hubert
 Mme BERGE Marie-Luce

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mme Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés est une compétence obligatoire exercée par la Communauté de Communes.

Il s'agit par ailleurs d'une compétence ancienne de l'intercommunalité, et des structures intercommunales l'ayant précédée. Toutefois, consciente de la nécessité de moderniser son service et d'harmoniser les pratiques suite à la fusion, la Communauté de Communes a engagé un audit du service au premier semestre 2017 et a confié cette mission à la société INDDIGO.

Les résultats de la mission confiée à la société INDDIGO ont mis en évidence une inégalité importante entre les ménages du territoire, qui financent le service par le biais de la TEOM, et certains producteurs non ménagers (PNM) qui ne contribuent pas à hauteur du coût de la prestation fournie par la Communauté de Communes.

Ces producteurs non ménagers peuvent être indistinctement des administrations, des établissements publics et des entreprises commerciales, artisanales, industrielles ou de services.

Cette inégalité est d'autant plus flagrante que le tri sélectif n'est pas pratiqué efficacement par certains de ces PNM, qui produisent un volume de déchets annuel très au-dessus de ce que produit un ménage, tout en versant une TEOM qui proportionnellement est en deçà de l'effort consenti par les ménages. Ces PNM sont donc « avantagés » par rapport aux habitants du territoire, et peu incités à mettre en œuvre une démarche vertueuse de réduction des déchets produits.

En vertu de l'article L. 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes a la possibilité d'instituer la Redevance Spéciale, destinée à financer la collecte et le traitement des déchets non ménagers assimilables aux ordures ménagères.

La mise en place d'une redevance spéciale concourt :

- au respect de l'équité fiscale entre les ménages et les professionnels, en faisant participer les producteurs non ménagers à hauteur du volume de déchets qu'ils produisent ;
- à la sensibilisation des producteurs non ménagers à la gestion des déchets, au tri et à la prévention ;
- à la réduction des déchets et l'accroissement de la valorisation.

La Redevance Spéciale est demandée à tout producteur de déchets non ménagers, dès lors qu'il bénéficie du service de collecte des déchets non ménagers assimilables aux ordures ménagères collectées rendu par la Communauté de Communes.

Il est à noter que les producteurs de déchets non ménagers sont libres de faire appel à un prestataire privé, indépendant de la Communauté de Communes, pour assurer l'élimination de leurs déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'instaurer la redevance spéciale au 1^{er} juillet 2019 de manière à pouvoir facturer aux producteurs non ménagers le coût réel du service qui leur est rendu, selon les principes suivants :

- La Redevance Spéciale s'appliquera à l'ensemble des producteurs non ménagers bénéficiant du service public de collecte des déchets assimilables aux ordures ménagères, y compris les établissements exonérés de plein droit de la TEOM ;
- Le service rendu sera calculé sur la base du nombre de bacs attribués ;
- La Redevance Spéciale s'applique aux producteurs non ménagers produisant plus de 1 540 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilés (soit 2 bacs de 770 litres), le service assuré jusqu'à ce seuil étant considéré comme relevant du service de collecte des déchets ménagers financé par la TEOM. Ce seuil s'applique par adresse de présentation à la collecte des déchets ;

La redevance spéciale ainsi définie sera calculée sur la base du volume hebdomadaire attribué au producteur non ménager dès le premier litre ; en revanche, les producteurs de déchets redevables de la redevance seront exonérés de la TEOM. Une liste des exonérations sera adoptée par délibération avant le 15 octobre de chaque année pour application sur les prélèvements de l'année suivante ;

- La Redevance Spéciale est hors du champ d'application de la TVA ;
- Les Producteurs non ménagers ne bénéficiant d'aucun des services de collecte, de traitement ou d'accès aux déchetteries rendus par la Communauté de Communes seront également exonérés de TEOM.

D'autres délibérations permettront de définir le cadre et les conditions générales d'application de la Redevance Spéciale, ainsi que les tarifs qui doivent être actualisés tous les ans pour refléter le coût réel du service.

Les conditions de mise à disposition des contenants de présentation des déchets, de calcul de la redevance, de facturation, de fréquence de collecte, des jours de passage et des périodes de collecte seront contractualisées par conventions conclues entre la Communauté de Communes et chaque producteur non-ménager.

Les recettes correspondantes seront portées en recette au budget annexe des déchets.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2224-14 et L. 2333-78 permettant aux collectivités ou EPCI ayant institué la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) de créer une redevance spéciale pour la collecte des déchets non ménagers assimilés ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu l'avis de la commission communautaire Cadre de vie du 10 septembre 2018 ;

Vu l'avis de la commission communautaire « Développement économique – Attractivité du territoire et Agriculture » du 6 septembre 2018 ;

Vu l'avis de la commission communautaire « Finances, Marchés Publics et Vie Associative » du 13 septembre 2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 18 septembre 2018 ;

Considérant que la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, y compris les encombrants » est une compétence obligatoire exercée par la Communauté de Communes ;

Considérant que la redevance spéciale a pour vocation d'apporter une réponse à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères, produits par le commerce, l'artisanat, les activités tertiaires, les administrations, les établissements publics et les associations, qui, par leurs caractéristiques et les quantités produites, peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risque pour les personnes ni pour l'environnement ;

Considérant que le paiement de la redevance spéciale est dû dès lors que le producteur des déchets n'est pas un ménage et qu'il bénéficie du service de collecte, et ce, indépendamment de sa situation au regard de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères ;

Considérant que la mise en place d'une redevance spéciale concourt au respect de l'équité fiscale entre les ménages et les producteurs de déchets non ménagers professionnels, et représente un levier de sensibilisation à la réduction des déchets et l'accroissement de la valorisation ;

Considérant la présentation et l'exposé des motifs ci-dessus ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **instaure** à compter du 1^{er} juillet 2019 la redevance spéciale pour les producteurs non ménagers de déchets ménagers assimilés, celle-ci s'appliquant aux producteurs de déchets non ménagers produisant plus de 1540 litres par semaine de déchets collectés par le service collecte de la Communauté en l'absence de sujétions techniques particulières et de risque pour les personnes ou pour l'environnement ;
- **dit qu'une** délibération adoptant un règlement de collecte, précisant les conditions de réalisation du service pour les producteurs ménagers et les producteurs non-ménagers, sera proposée au vote du Conseil communautaire ;
- **dit qu'une** délibération fixant les tarifs de la redevance spéciale pour le service de collecte des déchets ménagers assimilés sera proposée chaque année au vote du Conseil communautaire ;
- **dit qu'une** délibération établissant les exonérations à la TEOM pour les redevables de la redevance spéciale sera proposée chaque année au vote du Conseil communautaire ;
- **demande** à Monsieur le Président, dans le cadre des délégations dont il dispose, de préparer un projet de convention fixant les modalités d'exécution du service et de recouvrement de chaque redevable de la redevance spéciale, et de conclure ces conventions avec lesdits redevables après le vote du règlement de collecte et des tarifs de la redevance.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 27/09/2018

Publication le : 27/09/2018

Notification le : BL

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :44
Votants :47
Adoptée à l'unanimité des votants